

Économie

Stratégie / Têtes d'affiche / Affaires déclassées / Débat

Classement

Les 50 avocats d' qui ont marqué 2017



affaires

Jeune Afrique et *Jeune Afrique Business+* ont établi leur palmarès des femmes et des hommes qui ont accompagné les grands dossiers de 2017 en Afrique francophone.

LA RÉDACTION

Pour la deuxième année consécutive, JA publie son classement des 50 avocats d'affaires les plus influents d'Afrique francophone. Les connaisseurs y retrouveront tous les ténors de la profession. La plupart figuraient dans le palmarès 2017 et dans les listes établies par nos soins depuis 2012.

Mais, à de rares exceptions près, ils sont inconnus du grand public et œuvrent en conseillers de l'ombre, loin de la médiatisation dont jouissent leurs confrères pénalistes. Une frustration pour ces experts, à qui la déontologie interdit en plus toute publicité. Cette relative discrétion ne traduit pas l'importance que les avocats d'affaires ont prise ces dix dernières années. Leurs conseils sont devenus indispensables aux acteurs économiques de premier ordre (même les groupes chinois y ont recours), dès lors qu'ils prennent des décisions stratégiques : fusion-acquisition, structuration de financement, introduction en Bourse... Et quand leur présence a été négligée, ce qui est le cas pour nombre de groupes de dimension régionale, c'est souvent au contentieux ou en arbitrage que leurs clients attendent d'eux des miracles.

1300 opérations recensées

Au total, 50 cabinets ont répondu à notre questionnaire en fournissant la liste des dossiers traités en 2017. JA a pu ainsi répertorier 1300 opérations impliquant 350 avocats. Un record qui en dit long sur l'importance accordée à notre palmarès par la profession.

Pour les départager, nous avons pris en compte le nombre de dossiers traités, leur complexité, les montants en jeu, mais aussi la diversité des pays concernés, ainsi que l'utilité économique et sociale de chaque projet. La construction d'une centrale de production d'énergie renouvelable a été ainsi plus valorisée que l'achat ou la vente d'un bloc pétrolier. Cette approche

GETTY IMAGES/IRON IMAGES

nous a également permis d'accorder une certaine importance à l'écriture d'une loi ou d'un code minier, même si les rémunérations associées étaient plus modestes. Ce dernier critère ne détermine évidemment pas à lui seul le classement.

Importance de Casablanca

Au regard des résultats, on constate l'importance, dans le palmarès, du nombre d'avocats travaillant pour des cabinets anglo-saxons, à l'image de Pascal Agboyibor (Orrick), d'Yves Baratte (Simmons & Simmons) ou de Michael Ostrove (DLA Piper). Si leurs confrères représentant des firmes françaises (Rémy Fekete, chez Gide, Pierre Marly, chez CMS Francis Lefebvre) sont très minoritaires, Paris reste toutefois la capitale du droit des affaires pour l'Afrique francophone. À noter également l'importance prise par Casablanca depuis six ou sept ans pour les avocats, comme Hicham Naciri (Allen & Overy) ou Mustapha Mourahib (Clifford Chance), exclusivement tournés vers le continent.

La profession demeure très masculine. Moins d'une dizaine de femmes ont pu se faire une place, comme Yas Banifatemi (Shearman & Sterling), parmi les cinquante premiers. Enfin, si les cabinets subsahariens sont également peu nombreux, c'est parce qu'ils centrent encore souvent leur activité sur un seul pays et que, la plupart du temps, ils interviennent comme relais de cabinets internationaux. Les avocats Mohamed Sidiki Sylla (Sylla & Partners), Baba Hady Thiam (Thiam & Associés) et Mouhamed Kebe (Geni & Kebe Lawyers) font ainsi figure d'exception. ■

AU TOTAL, CE SONT PLUS DE 350 AVOCATS QUI ONT RÉPONDU AU QUESTIONNAIRE DE JA. LA PLUPART EXERCENT À PARIS.



HASSAN OUAZZANI POUR JA

1. Hicham Naciri NACIRI & ASSOCIÉS ALLEN & OVERY

Au Maroc, Hicham Naciri est la superstar des avocats d'affaires. À 48 ans, le fils du bâtonnier et ministre de la Justice, Mohamed Taieb Naciri, est sûr de son statut au point d'avoir associé le nom du cabinet fondé par son père à celui d'Allen & Overy lorsqu'il a rejoint en 2011 la firme américaine. Classé numéro un de notre palmarès, après avoir été sixième l'an dernier, il a négocié en 2017 plus d'une vingtaine de dossiers aux montants financiers considérables sur l'ensemble du continent. Incontournable au Maroc, il est porté par le déploiement africain des grands groupes de son pays et intervient désormais un peu partout sur le continent. « À chaque fois qu'une grosse opération fait la une des journaux, il est derrière, et ça ne surprend plus personne », observe un confrère casablancais.

Formé à Montpellier, riche des expériences acquises en France au sein de Norton Rose Fulbright puis de Gide Loyrette Nouel, Hicham Naciri a ensuite intégré le cabinet paternel à Casablanca, où il a profondément renouvelé les pratiques en cours. Avec son discours, « structuré et convaincant » selon ses pairs, il a rapidement persuadé les donneurs d'ordres de lui confier leurs

affaires à un moment où le pays décidait d'ouvrir son économie. Son travail pour l'obtention par Méditel (devenu Orange) de la deuxième licence d'opérateur de téléphonie mobile constitue son premier coup d'éclat. Il a ensuite participé aux plus grandes opérations d'acquisition, de privatisation, de financement d'infrastructures. Avant Allen & Overy, Hicham Naciri s'est associé au français Gide Loyrette Nouel en 2003.

Mais en rejoignant la firme américaine, Hicham Naciri a élargi ses activités à l'ensemble du continent. Il a ainsi pu mieux servir les intérêts de ses clients marocains (Saham, BMCE Bank) engagés dans le développement panafricain prôné par le roi. Son cabinet compte aujourd'hui 75 collaborateurs, dont une trentaine d'avocats. Outre le conseil, Naciri & Associés a aussi conservé l'activité contentieuse chère au fondateur. S'il est aujourd'hui connu au-delà du milieu des affaires, c'est aussi parce que Hicham Naciri est l'avocat du Palais. En 2014, le secrétariat du roi l'avait mandaté pour confondre les journalistes Éric Laurent et Catherine Graciet dans leur tentative d'extorsion. Une publicité supplémentaire pour un avocat qui n'en avait pas vraiment besoin.

2. Pascal Agboyibor
ORRICK RAMBAUD MARTEL

Le Togolais, directeur du département Afrique de son cabinet, est une référence que s'arrachent les États (Mali, Guinée...) comme les entreprises africaines et internationales. Habitué des dossiers au long cours, il a connu une avancée significative sur le dossier du barrage Grand Inga, qu'il gère pour la RD Congo, et signé pour la Gécamines le projet de Desiwa (800 millions de dollars, soit 735 millions d'euros).

4. Michael Ostrove
DLA PIPER

Spécialisé dans l'arbitrage et les contentieux, l'avocat inscrit aux barreaux de New York et de Paris représente notamment la Guinée dans le dossier qui l'oppose à BSGR, propriété de l'homme d'affaires Beny Steinmetz. Il a aussi travaillé sur des dossiers de financement et des négociations de contrats.

5. Boris Martor
EVERSHEDS

À la tête de la pratique Afrique du cabinet, l'avocat qui a traité plus de vingt dossiers cette année est un véritable touche-à-tout : financement de projets, assistance juridique, capital-investissement dans des secteurs très différents. Il a notamment conseillé le Rwanda pour la négociation des contrats et le financement du nouvel aéroport de Kigali, estimé à 800 millions de dollars.

6. Éric Villateau
DLA PIPER

L'avocat associé fait un bond au classement cette année en gagnant 24 places. En 2017, il a notamment conseillé la Guinée sur les projets de centrale hydroélectrique de Souapiti et de Kaléta. Il est également l'avocat de Proparco, filiale de l'Agence française de développement, sur plusieurs dossiers.

3. Yves BARATTE
SIMMONS & SIMMONS

Associé au sein du groupe énergie et infrastructures, le Français a géré près d'une quinzaine de dossiers africains en 2017, avec entre autres la conclusion d'une cession d'actifs de 500 millions de dollars. Il est notamment le conseil du Port de Djibouti et de First Quantum Minerals, en Mauritanie. Ses dossiers l'ont amené à travailler dans près de dix pays.



7. Bertrand Andriani
LINKLATERS

Toujours actif sur un grand nombre de dossiers confidentiels, le codirigeant de la pratique Afrique a, en 2017, conseillé entre autres Olam pour la vente du terminal d'Owendo au Gabon à STCG (Bolloré) et Glencore dans le cadre de la renégociation de contrats avec les compagnies nationales pétrolières du Tchad et du Congo.

8. Denis Bandet
FIDEIS LEGAL CONSULTANTS

Installé aux Émirats arabes unis depuis 2016, il a conseillé la Guinée et Madagascar, notamment dans le domaine de l'énergie. En Côte d'Ivoire, il a conseillé les actionnaires d'Azito dans le projet d'extension de la centrale électrique, ainsi que l'État et le port de San Pedro pour l'attribution au groupe MSC du terminal à conteneurs.

9. Emmanuel Gaillard
SHEARMAN & STERLING

Algérie, Angola, Égypte... Cette référence mondiale de l'arbitrage a géré plus d'une vingtaine de dossiers en 2017. Il a par exemple obtenu le rejet de la demande déposée par Orascom (Naguib Sawiris) à l'encontre d'Alger pour des manquements prétendus à la protection des investissements. Plus de 4 milliards de dollars étaient en jeu.

10. Thierry Lauriol
JEANTET

Ce spécialiste des secteurs des mines, des énergies et des ressources naturelles a conseillé Air Liquide International, au Congo, dans l'affaire Commisimpex, obtenant le rejet de sa demande.

11. Jean-Claude Petilon
MCDERMOTT WILL & EMERY

Spécialiste des domaines de l'énergie, des mines, des privatisations, il a notamment représenté Maurel & Prom au Gabon et au Congo, et conseillé la Chambre de commerce du Gabon quant à la création d'un centre d'arbitrage et de médiation.

12. Roland Ziadé
LINKLATERS

Cet avocat libano-franco-équatorien, diplômé de Harvard, est intervenu en 2017 dans de nombreuses procédures d'arbitrage de nature confidentielle au Burkina Faso, au Maroc, au Tchad, au Bénin.

13. Patrick Larrivé
DENTONS

Cet avocat basé au Maroc depuis 2000 a été notamment conseil dans le cadre du nouveau contrat d'exploitation du réseau de transport collectif de Casablanca (450 millions d'euros) et pour la construction de la tour BMCE,

à Rabat (plus de 270 millions d'euros). Il a également accompagné l'implantation de Valeo à Tanger Automotive City et le lancement du troisième site de production de Siemens au Maroc.

14. Robert Follie
HOLMAN FENWICK WILLAN

S'il a été conseil d'un consortium de majors pétrolières dans le cadre d'un important contentieux, Robert Follie a aussi assisté Gemalto dans la négociation d'un contrat de dix ans pour la gestion des titres de transport au Sénégal, et TGS en Mauritanie, au Togo et au Sénégal sur l'acquisition de licences portant sur des données sismiques offshore.

15. Mustapha Mourahib
CLIFFORD CHANCE

Parmi les plus grosses opérations passées en 2017 entre les mains de cet avocat installé à Casablanca figure

16. Yas Banifatemi
SHEARMAN & STERLING

Cette avocate d'origine iranienne est actuellement active en Angola où elle représente la Sonangol dans un conflit portant sur des blocs pétroliers. Elle a défendu avec succès l'État algérien au cours d'une procédure d'arbitrage l'opposant à l'opérateur Orascom dans l'affaire Djézy, alors que ce dernier demandait plus de 4 milliards de dollars. Elle conseille aussi la Sonatrach.



ANTOINETTE DOUVEN

l'émission d'obligations hybrides de 500 millions d'euros de l'OCP. Il a aussi été conseil de plusieurs banques pour le financement de l'usine de PSA au Maroc.

17. Anne Lapierre
NORTON ROSE

Cette associée a été très active dans les dossiers de financement de projets solaires et éoliens, notamment au Sénégal, où elle a assisté IFC dans le financement de l'extension de la centrale électrique au fioul lourd exploitée par Tobene Power à Taiba Ndiaye.

18. Yves Lepage
ORRICK RAMBAUD MARTEL

Le Français conseille toujours l'opérateur public d'électricité camerounais Eneo dans ses opérations : notamment le projet électrique de 400 MW de Makay, les deux centrales solaires de Guider et de Maroua, ainsi que le projet hydroélectrique Grand Eweng.

19. Mohamed Sidiki Sylla
SYLLA & PARTNERS

Surtout actif en Guinée, Mohamed Sidiki Sylla est au cœur des discussions entre l'État et Chinalco pour la reprise du projet Simandou après le retrait de Rio Tinto. Cet ancien de PwC a participé à la mise en place du financement du projet d'extension de production de la Compagnie des bauxites de Guinée. Il assiste l'État dans ses projets miniers et le chinois CWE dans le cadre de ses activités hydrauliques. On le retrouve également auprès de la banque ICBC, dans l'accord à 20 milliards de dollars conclu avec la Chine en septembre pour la construction d'infrastructures.

20. T. Alexander Brabant
DLA PIPER

Inscrit aux barreaux de Paris et de New York, l'avocat d'affaires spécialiste des contentieux et des arbitrages a permis le règlement du conflit qui

opposait Technip à Sonatrach sur la résiliation en 2016 du contrat de réhabilitation de la raffinerie d'Alger.

21. Olivier Fille-Lambie
HOGAN LOVELLS

L'avocat a, entre autres, conseillé la BAD, la BID et l'AFD dans le financement de la construction de l'aéroport international Blaise-Diagne (AIBD). Au Sénégal, il a aussi été présent dans le dossier du financement de la centrale solaire photovoltaïque Ten Marina.

22. Pierre Marly
CMS FRANCIS LEFEBVRE

Très impliqué dans le secteur des fusions-acquisitions, l'avocat a conseillé l'assureur ivoirien NSIA dans son rachat de Diamond Bank. Il assiste actuellement Unilever en Côte d'Ivoire dans la vente de ses pâtes à tartiner à KKR, et Eiffage dans sa filialisation au Togo. Il a accompagné l'investissement d'AfricInvest dans le groupe hôtelier Azalaï et conclu le partenariat entre Somdiaa et le port de Pointe-Noire autour du nouveau complexe industriel.

23. Alain Malek
NORTON ROSE

Cet avocat très impliqué dans les infrastructures et l'énergie a conseillé la société espagnole Abengoa et le fonds d'investissement InfraMaroc autour du projet de l'usine de dessalement qui alimentera la région du Grand Agadir et de Souss-Massa, au Maroc. Il a aussi été partie prenante dans la cession d'Intelcia à Altice.

24. Yves Moukory
LPA-CGR AVOCATS

Actif dans l'industrie extractive, l'énergie, la banque et la finance, cet ex-EY Cameroun a conseillé Nabco pour la cession de son activité eau minérale et jus de fruits à Source du pays. Il a accompagné le Gabon dans la mise en place de son emprunt

obligatoire et le Tchad pour l'élaboration de son nouveau code minier.

25. Sena Agbayissah
HUGHES HUBBARD & REED LLP

Celui qui fut en 1998 le premier Africain à être nommé associé d'un cabinet d'affaires à Paris a conseillé en 2017 des gouvernements d'Afrique de l'Ouest, mais aussi CI-Energies dans le cadre d'un très gros projet de terminal de regazéification de gaz naturel liquéfié.



26. Rémy Fekete
JONES DAY

Spécialisé dans le secteur des télécoms, l'avocat parisien, qui ne communique pas sur le montant de ses opérations, a assisté le Bénin dans l'adoption de son code numérique et Djibouti dans la création d'un ICT Park.

27. Baba Hady Thiam
THIAM & ASSOCIÉS

Ancien collaborateur de Gide et de Dechert, cet avocat qui a créé son cabinet en Guinée en janvier 2017 est particulièrement actif dans les domaines des mines, de l'électricité et des fusions-acquisitions. Il a notamment conseillé Chinalco dans le mégaprojet minier de Boffa, →



MAMADOU ISMAILA KONATE

Avocat et ancien ministre de la Justice du Mali

Cinq pistes pour redynamiser l'Ohada

Née il y a vingt-cinq ans, l'initiative de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) a été saluée comme innovante, originale et audacieuse. Aujourd'hui, cette dernière apparaît comme décalée. Ses institutions, inadaptées, doivent être révisées pour les rendre conformes aux exigences d'un monde des affaires en perpétuel mouvement.

Présentée comme la « clé de voûte du système Ohada », la Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA), installée à Abidjan, est d'accès difficile. L'éloignement géographique du justiciable de son juge suprême est un frein. L'allègement des conditions de saisine de la Cour est nécessaire. Le pourvoi adressé à la CCJA pourrait être formé par déclaration orale ou écrite, sous pli recommandé, au secrétariat de la juridiction nationale qui a rendu la décision en dernier ressort.

Écarter les obstacles

Le texte du traité qui fait du juge national le juge de droit commun du droit harmonisé des affaires doit aussi être réexaminé. C'est ce même juge national qui, par son impéritie supposée, a été, par le passé, décrié. Son statut est différent selon les États parties. Les

règles éthiques, déontologiques et disciplinaires sont tout aussi diverses. Tout comme la formation professionnelle, initiale et permanente.

La difficulté à faire reconnaître les jugements appelle également des aménagements. Pour y parvenir, l'Ohada doit évoluer d'un droit matériel harmonisé vers un cadre judiciaire unifié. Cela permettra la libre circulation et la reconnaissance des jugements entre les États, comme c'est déjà le cas pour les sentences arbitrales dans l'espace communautaire. Autre critique récurrente adressée à l'Ohada, la double fonction juridictionnelle et de centre d'arbitrage de la CCJA. Cette situation où les mêmes juges interviennent en amont (administration) et en aval (contentieux, recours en annulation) dans une même procédure d'arbitrage transgresse les règles de transparence et de séparation des fonctions et des organes.

Tous ces changements seront d'autant plus faciles à apporter que le secrétariat permanent de l'Ohada aura évolué pour devenir une structure moins politique, mais plus technique et administrative qu'elle ne l'est actuellement, en permettant à chaque État partie d'y être représenté et d'assurer la permanence tournante. ■

→ d'une valeur totale de 1,3 milliard de dollars.

28. Olivier Mélédo
MAYER BROWN

Cet ex-Orrick, ayant travaillé chez Herrington & Sutcliffe, a conseillé la société pétrolière Maurel & Prom pour le refinancement de ses activités pétrole et gaz au Gabon, qui est passé par un prêt de 600 millions de dollars. Il travaille actuellement au profit du fonds Kalyan Hospitality Development pour trouver un nouveau gestionnaire à l'Hôtel du 2-Février de Lomé.

29. Christophe Bachelet
DLA PIPER

Rattaché au bureau de Casablanca, cet associé a réalisé plusieurs opérations importantes de fusion-acquisition au Maroc en 2017. En particulier, la vente de la part détenue par le ministère des Finances dans la société Maroc-Émirats arabes unis de développement (Somed) pour 570 millions de dollars.

30. Bruno Cantier
HOGAN LOVELLS

Cet avocat spécialiste de droit public conseille bailleurs et gouvernements pour le financement de projets de producteurs indépendants d'électricité, principalement en Afrique de l'Ouest. Il a notamment été engagé par le gouvernement du Burkina Faso pour un projet de centrale thermique à Ouagadougou.

31. Paule Biensan
WHITE & CASE

Experte en financement de projets, Paule Biensan conseille des entreprises dans le secteur de l'énergie et des infrastructures pour la mise en œuvre d'opérations complexes (concessions, PPP, BOT). Elle a ainsi été recrutée par Eranove pour le PPP d'un barrage électrique au Mali, d'un montant de 110 millions d'euros.

32. François-Guilhem Vaissier
WHITE & CASE

François-Guilhem Vaissier travaille au sein du bureau de Paris, dans le groupe énergie, infrastructures, projet et financement d'actifs, avec Paule Biensan, qu'il a secondée dans la plupart des opérations menées par le cabinet dans ce domaine.

33. Kamal Nasrollah
BAKER MCKENZIE

À la tête du bureau de Casablanca, Kamal Nasrollah conseille le secteur public (Onee, autorité déléguée de la ville de Rabat) ainsi que de grands groupes marocains et internationaux (Google, Oracle...) sur les fusions-acquisitions, les marchés de capitaux et les contrats de financement.



CHRISTIAN FOURNIER

34. Nina Bowyer
HERBERT SMITH FREEHILLS

À la tête des questions énergétiques chez Herbert Smith Freehills, Nina Bowyer a conseillé en 2017 les entreprises pétrolières Delonex Energy, Sapetro, ainsi qu'Engie.

35. Julien Grandry
BAKER MCKENZIE

Évoluant chez Baker McKenzie depuis 2012, également avocat au barreau de Paris, il concentre ses activités sur les fusions-acquisitions impliquant

plusieurs pays. Nommé *counsel* en 2017, il a notamment travaillé avec LafargeHolcim et Nokia au Maroc.

36. Mouhamed Kebe
GENI & KEBE

Associé principal du très réputé cabinet sénégalais, il a accompagné en 2017 Millicom dans la cession de sa filiale Tigo Sénégal et plusieurs entreprises étrangères se développant au Sénégal, dont Coca-Cola et Arla Foods.

37. Philippe MALLÉA
JEANTET

Coresponsable du bureau de Casablanca, il a été conseil en 2017 dans plusieurs opérations de partenariat public-privé dans le domaine de la construction, dont un premier contrat de ce type au Congo, et il accompagne Platinum Power pour le développement de seize projets hydroélectriques en Afrique.

38. Sophie Pignon
BIRD & BIRD

Docteure en droit public, elle est chargée du département droit public – financement de projets du bureau de Paris. En 2017, elle a conseillé plusieurs États africains (dont Madagascar, le Maroc, le Togo et la Tunisie) dans le cadre de BOT, de concessions et de partenariats public-privé.

39. Michel Lequien
ASHURST

Dirigeant le département énergie, ressources naturelles et infrastructure de Paris, cet avocat travaille peu en Afrique, mais il accompagne l'un des plus gros projets du moment : le colossal chantier marocain Gas to Power mené par l'Office national de l'électricité et de l'eau potable.

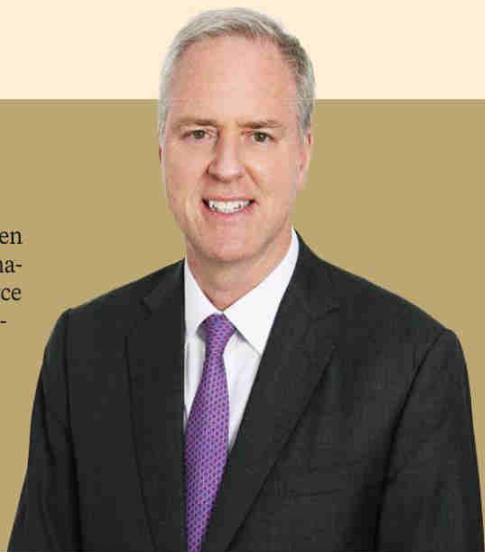
40. Tim Scales
ALLEN & OVERY

Spécialiste du financement de projets, en particulier dans les domaines

41. Georges Racine

HOLMAN FENWICK
WILLAN

Cet associé spécialisé en droit des affaires internationales et du commerce a travaillé sur sept dossiers en 2017, dont le train express régional Dakar-Diamniadio-AIBD, au Sénégal, et la réforme de la loi sur les concessions, en Tunisie.



DR

de l'énergie et des infrastructures, cet associé a conseillé plusieurs bailleurs en 2017, principalement pour des projets en Afrique de l'Ouest.

42. Bertrand Montebault

HERBERT SMITH FREEHILLS

Particulièrement actif dans les secteurs pétrolier et gazier, il a conseillé Perenco sur son absorption de certaines activités gabonaises de Total, ainsi que BP sur son entrée au Sénégal et en Mauritanie à la suite de son accord avec Kosmos Energy. Dans le secteur minier, il a conseillé Alufer dans ses projets bauxite en Guinée.

43. Stéphane Brabant

HERBERT SMITH FREEHILLS

L'avocat a continué de conseiller China Molybdenum après sa prise de participation dans la mine de cuivre-cobalt de Tenke Fungurume, en RD Congo, notamment sur ses relations avec l'État et les communautés locales. Il travaille actuellement auprès de B2Gold au sujet de ses projets aurifères de Fekola, au Mali, et de Kiaka, au Burkina Faso.

44. Dany Khayat

MAYER BROWN

Évoluant au sein du cabinet depuis dix ans, et aujourd'hui responsable de l'équipe Contentieux et arbitrage,

il est intervenu dans de nombreuses procédures, notamment au Gabon, au Cameroun, au Maroc et au Zimbabwe, dans des dossiers concernant autant l'agroalimentaire que l'hôtellerie ou encore des litiges entre États.

45. Delphine Siino Courtin

CLIFFORD CHANCE

Cette spécialiste des financements de projets a conseillé des prêteurs, et notamment des banques de développement sur sept dossiers en 2017, pour plusieurs centrales électriques en Algérie, au Cameroun et en Côte d'Ivoire.

46. Philippe Pinsolle

QUINN EMANUEL URQUHART & SULLIVAN

Ce spécialiste de l'arbitrage international est à l'origine de l'ouverture du

bureau parisien en 2013. Il connaît particulièrement bien les secteurs de l'énergie, de l'électricité, du pétrole et du gaz, de la construction et de la défense.

47. Bertrand Saint-Pierre

CMS FRANCIS LEFEBVRE

Transfuge du cabinet Orrick Rambaud Martel, Bertrand Saint-Pierre, avocat au sein de l'équipe Afrique est un spécialiste des opérations de fusions-acquisitions. En 2017, il en a compté treize à son actif en Afrique de l'Ouest.

48. Jean-Georges Betto

BETTO SERAGLINI

Ce spécialiste de l'arbitrage international a notamment accompagné Accor Afrique dans des procédures contre l'État togolais, qu'il a réussi à faire condamner à un versement de plus de 4 millions d'euros.

49. Philip Thomson

ASHURST

Spécialiste de l'industrie pétrolière et gazière, il codirige le département consacré à ce domaine. En 2017, il a notamment travaillé sur deux affaires, en Afrique du Nord et en Afrique centrale.



DR

50. Julien Baubigeat

BAUBIGEAT

Cet avocat spécialiste du droit des affaires internationales a été conseil sur douze dossiers de fusions-acquisitions en 2017, principalement en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en France.